Un plus grand nombre d’entreprises ont des plans pour lutter contre les changements climatiques en raison de l’importance croissante qu’ils revêtent sur leurs activités : Résultats du sondage

Melissa Fifield
Chef, Institut pour le climat de BMO

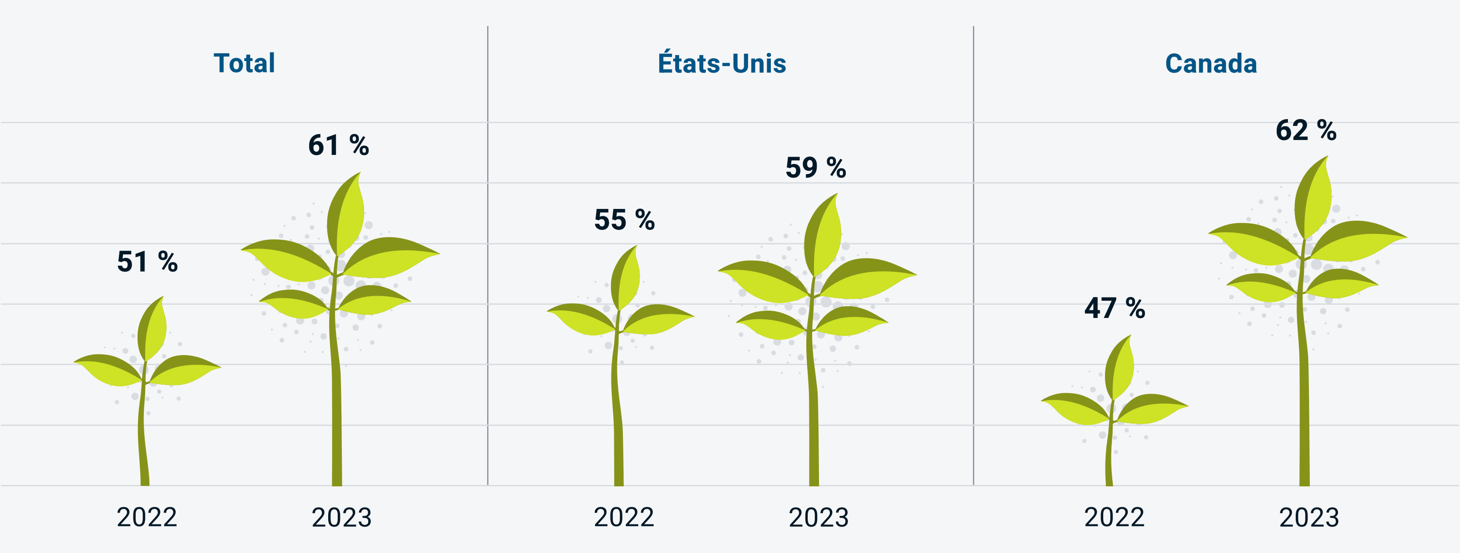
Selon les résultats du deuxième sondage annuel commandé par l’Institut pour le climat de BMO, les dirigeants d’entreprises en Amérique du Nord mettent de plus en plus en place des plans pour relever les défis liés aux changements climatiques, avec une hausse marquée parmi les entreprises américaines par rapport à l’an dernier.

Selon le sondage, après des conditions météorologiques extrêmes et des feux de forêt sans précédent en 2023, les dirigeants d’entreprises du Canada et des États-Unis affirment qu’ils prennent des mesures à l’égard des changements climatiques non seulement pour protéger l’environnement, mais aussi pour diriger leurs entreprises plus efficacement et atteindre leurs objectifs de durabilité.

Le sondage de 2023 mené par l’Institut pour le climat de BMO auprès des dirigeants d’entreprise a révélé que la part des entreprises américaines ayant des plans d’atténuation des changements climatiques a fortement augmenté, passant de 28 % dans le sondage de 2022 à 38 %, tandis que ceux qui affirment être encore en train d’élaborer des plans sont passés de 38 % à 29 %. Au Canada, 27 % des répondants affirment avoir maintenant un plan de lutte contre les changements climatiques, comparativement à 24 % auparavant.

Raisons pour lesquelles les dirigeants d’entreprise en Amérique du Nord prennent-ils des mesures pour lutter contre les changements climatiques :

“Parce que c’est important pour mon entreprise”



Facteurs de motivation

Le sondage actuel a eu lieu au cours d’une année tumultueuse marquée par des événements météorologiques extrêmes, aggravés par le réchauffement climatique. Selon des scientifiques de la NASA, juillet a été le mois le plus chaud jamais enregistré sur Terre depuis au moins 1880.

Protéger l’environnement est toujours la raison la plus fréquemment mentionnée dans le sondage pour prendre des mesures de lutte contre les changements climatiques. Toutefois, à mesure que le défi climatique prend de l’ampleur, les dirigeants d’entreprise portent de plus en plus attention aux répercussions sur les activités. En effet, la part des dirigeants d’entreprise en Amérique du Nord qui affirment prendre des mesures en raison de l’incidence du climat sur la vie de chacun est passée de 48 % dans le sondage précédent à 35 %.

Un nombre croissant de dirigeants voient plutôt l’incidence du climat sur les activités de leur entreprise comme un facteur déterminant. Aux États-Unis, les dirigeants d’entreprise qui affirment que leur entreprise est mieux gérée en s’attaquant aux changements climatiques sont passés de 27 % dans le sondage précédent à 33 %. Au Canada, 28 % des dirigeants d’entreprise affirment prendre des mesures pour atteindre leurs objectifs de durabilité, comparativement à 23 %.

38 % **des dirigeants d’entreprise aux États-Unis affirment avoir un plan de lutte contre les changements climatiques, en forte hausse par rapport à 28 % dans le sondage précédent.**

Cette tendance donne à penser que les dirigeants d’entreprise comprennent de plus en plus que les changements climatiques, en plus de toucher leurs collectivités, sont un facteur commercial comportant des risques et des occasions potentielles. C’est également quelque chose dont les clients et les investisseurs tiennent les parties prenantes responsables.

L’Institut pour le climat de BMO a commandé ce sondage afin de soutenir l’ambition de la Banque d’être le principal partenaire de ses clients dans la transition vers un monde carboneutre. Il est essentiel de comprendre ce qui motive les dirigeants d’entreprise à lutter contre les changements climatiques pour accélérer la transition énergétique.

Le sondage en ligne a été réalisé par **Pollara** pour le compte de l’Institut pour le climat de BMO auprès de 700 dirigeants d’entreprises des États-Unis et du Canada comptant au moins cinq employés. L’étude a été menée du 4 au 23 août 2023. Depuis le premier sondage en 2022, la portée de l’étude s’est élargie pour inclure un plus grand nombre d’entreprises de toutes tailles.

Vérification de la confiance

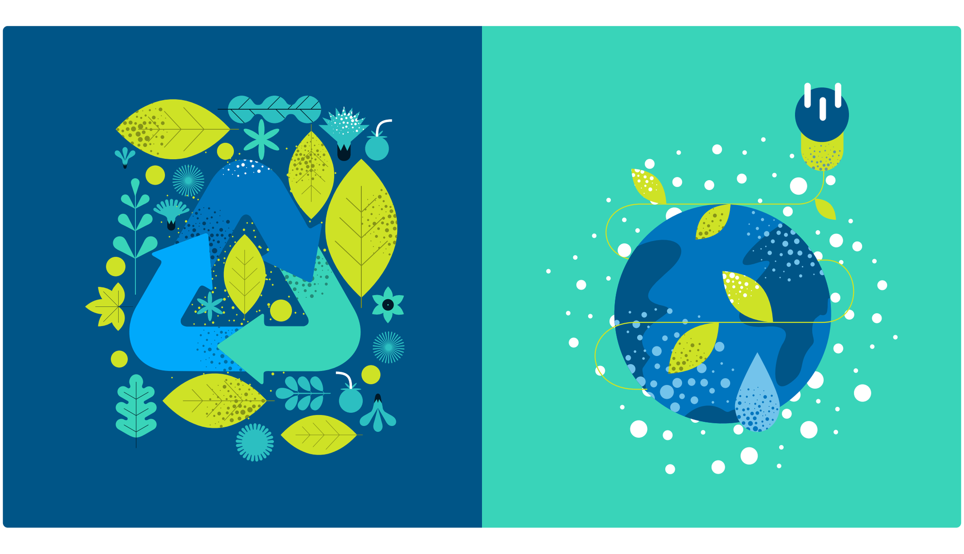
Malgré le nombre croissant d’entreprises qui mettent en œuvre des plans d’atténuation des changements climatiques, les dirigeants d’entreprise, en particulier aux États-Unis, sont moins certains de l’incidence des diverses mesures liées à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Par exemple, les répondants des États-Unis et du Canada sont plus susceptibles de dire que l’utilisation de ressources renouvelables, compostables ou recyclables a une forte incidence sur la réduction des émissions. Par contre, ils n’en sont pas aussi sûrs que dans le sondage précédent. Le pourcentage de répondants qui affirment que les mesures ont une forte incidence a chuté de 10 points et de 11 points de pourcentage, pour s’établir à 74 % à 72 %, respectivement, parmi les dirigeants d’entreprises aux États-Unis et au Canada.

Néanmoins, au moins le tiers de tous les répondants affirment que leur entreprise encourage toujours davantage la lutte contre les changements climatiques dans un ou plusieurs domaines. Les trois facteurs les plus fréquemment mentionnés dans le sondage sont les suivants : tenir compte de l’impact environnemental lors de la prise de décisions financières, utiliser des sources d’énergie sans émissions et utiliser des ressources renouvelables, compostables ou recyclables.

Une approche de tarification du carbone pourrait aider les dirigeants à mieux comprendre quelles actions de leur entreprise ont la plus grande incidence sur leurs organisations et ce qu’il faut inclure dans leurs plans d’atténuation des changements climatiques. La tarification du carbone est la pratique de suivi et de déclaration des émissions.

> « Il est encourageant de voir plus de dirigeants nord-américains mettre en œuvre des plans pour atténuer les répercussions des changements climatiques sur leurs entreprises. Dans le cadre de ce processus, la tarification du carbone peut aider à repérer les occasions de réduction des émissions et de transparence dans le suivi. BMO a de solides antécédents pour ce qui est d’aider les clients à comprendre l’importance de la tarification du carbone et de leur fournir des outils pour gérer leur empreinte carbone. »
>
> **Melissa Fifield**, chef, Institut pour le climat de BMO



L’importance des crédits carbone

Selon le sondage, une majorité croissante d’entreprises nord-américaines se tournent vers les marchés de compensation des émissions de carbone pour gérer leur risque de transition, mais très peu d’entre elles ont une stratégie dans ce domaine pour soutenir leurs plans d’atténuation des changements climatiques.

L’achat de crédits carbone, aussi appelés crédits compensatoires de carbone, est la seule mesure pour laquelle un plus grand nombre de dirigeants d’entreprise, comparativement au sondage précédent, affirment que leur entreprise a mis en place une stratégie officielle ou est en train d’en créer une. Le gain est le plus marqué au Canada, où 52 % des répondants se concentrent sur l’achat de crédits carbone, en forte hausse par rapport à 44 % auparavant. Aux États-Unis, 53 % des dirigeants d’entreprise ont une stratégie de crédit carbone ou prévoient en créer une, par rapport à 50 % précédemment.

53 %
des dirigeants d’entreprise en Amérique du Nord disent qu’ils ont une stratégie de crédits carbone, ou qu’ils sont en train d’en créer un, comparativement à 47 % auparavant.

L’accent accru que mettent les participants au sondage sur les crédits carbone est étayé par les attentes d’une croissance exponentielle sur le marché volontaire du carbone. Selon les prévisions de BloombergNEF, la valeur totale des crédits carbone achetés ou vendus pourrait atteindre 1 000 milliards de dollars d’ici 2037 dans certaines conditions, alors qu’elle est actuellement d’environ 2 milliards de dollars.

Toutefois, seulement 19 % des dirigeants d’entreprise en Amérique du Nord affirment avoir actuellement une stratégie qui harmonise leurs achats de crédits carbone avec des objectifs de durabilité précis. En comparaison, 37 % des répondants affirment avoir une stratégie officielle d’utilisation des ressources renouvelables, compostables et recyclables. À mesure que de plus en plus d’entreprises explorent des solutions de compensation des émissions, les dirigeants d’entreprise auront probablement besoin d’une compréhension plus approfondie du marché et de la meilleure façon dont les compensations peuvent contribuer aux objectifs d’un plan climatique.

> « Les crédits compensatoires de grande qualité feront partie, pour de nombreuses organisations, du parcours vers un monde carboneutre. BMO s’engage à aider ses clients à créer des occasions économiques tout en réduisant les émissions, y compris des activités comme l’achat et l’échange de crédits carbone. »
>
> **Jonathan Hackett,** cochef, Transition énergétique de BMO et chef, Finance durable

Aide financière

Une forte majorité de dirigeants d’entreprise aimeraient en savoir plus sur les options financières pour améliorer la résilience aux changements climatiques. Par exemple, 67 % disent qu’ils seraient intéressés si leur institution financière offrait de l’aide pour les compensations et l’échange de crédits carbone.

Plus des trois quarts des répondants au sondage disent qu’ils aimeraient également obtenir des renseignements sur la façon de s’adapter et de prospérer dans le contexte climatique en constante évolution, les primes financières pour atteindre les objectifs relatifs au climat et l’analyse de l’incidence du climat sur leurs activités.

Cela ne veut pas dire que les institutions financières répondent à ces besoins. En Amérique du Nord, 46 % des dirigeants d’entreprise affirment que le secteur financier doit en faire plus pour aider les entreprises à s’adapter aux changements climatiques, en légère baisse par rapport à 49 % dans le sondage précédent.

67 % **disent qu’ils seraient intéressés si leur institution financière offrait de l’aide pour les compensations et l’échange de crédits carbone.**

Priorités conflictuelles

Le coût est un obstacle croissant à l’élaboration d’un plan de lutte contre les changements climatiques pour les entreprises nord-américaines, en particulier au Canada. Plus du tiers des entreprises canadiennes (34 %) ont mentionné le coût comme un obstacle, en hausse par rapport à 28 % dans le sondage précédent.

Les attentes en matière de coûts pour l’élaboration et la mise en œuvre d’un plan de lutte contre les changements climatiques ont également augmenté. Près du tiers des dirigeants d’entreprise en Amérique du Nord (31 %) croient que cela coûtera entre 10 000 $ et 100 000 $, en hausse par rapport à 26 % dans le sondage précédent, et près de la moitié (49 %) pensent que cela coûtera plus de 100 000 $, en hausse par rapport à 46 %. Ce sentiment est similaire au Canada et aux États-Unis.

Les préoccupations quant aux coûts liés à l’élaboration et à la mise en œuvre d’un plan de lutte contre les changements climatiques ont augmenté, en particulier au Canada. La part des dirigeants d’entreprise canadiens qui affirment que le coût est le plus grand obstacle à un plan de lutte contre les changements climatiques est passée de 28 % à 34 %.

Les préoccupations relatives aux coûts ne sont pas surprenantes, car l’inflation et la hausse des taux d’intérêt sont de loin les facteurs les plus inquiétants pour les répondants au sondage. Malgré tout, les changements climatiques demeurent une préoccupation pour une grande majorité des entreprises nord-américaines de toutes tailles. Plus des deux tiers des répondants (68 %) affirment qu’il s’agit d’une préoccupation pour leur activité future, comparativement à 71 % auparavant.

Réglementations climatiques

La plupart des entreprises canadiennes et américaines sondées continuent d’avoir des réserves quant au niveau d’ambition des gouvernements pour atteindre les cibles climatiques, tandis qu’environ un quart des répondants dans les deux pays a indiqué que les cibles actuelles nécessitent plus d’ambition. Cela souligne la nécessité d’un plus grand dialogue entre les secteurs privé et public pour assurer l’harmonisation des politiques nécessaires à l’atteinte de la carboneutralité.

Le sondage a eu lieu environ un an après l’entrée en vigueur de l’Inflation Reduction Act des États-Unis, le plus important investissement du gouvernement américain pour lutter contre les changements climatiques et la transition vers l’énergie propre.

Aux États-Unis, 39 % des répondants ont décrit les politiques gouvernementales sur les changements climatiques comme trop ambitieuses, une hausse importante par rapport à 21 % lors du sondage précédent. Au Canada, 26 % des dirigeants d’entreprise disent la même chose au sujet des politiques climatiques de leur gouvernement, en légère hausse par rapport à 21 % précédemment.

Les points de vue des dirigeants d’entreprise des États-Unis et du Canada sur les objectifs climatiques de leurs concurrents du secteur divergent. Les répondants canadiens qui décrivent les engagements de la concurrence en matière de changements climatiques comme étant indulgents sont passés de 39 % dans le sondage précédent à 49 %. Les dirigeants d’entreprise aux États-Unis qui disent la même chose sont passés de 41 % en 2022 à 38 %.

Ces différences de points de vue entre les dirigeants d’entreprise aux États-Unis et au Canada seront importantes à surveiller à l’avenir en raison de l’importance du secteur privé dans l’accélération de la transition énergétique.

L’Institut pour le climat de BMO

Créé en 2021, l’Institut pour le climat de BMO fait le pont entre la science, les politiques, les finances et l’économie afin de contribuer à accélérer les solutions aux changements climatiques. L’Institut soutient l’ambition de BMO d’être le principal partenaire de nos clients dans la transition vers un monde carboneutre en collaborant avec l’industrie, le secteur public, le milieu universitaire et les investisseurs.